

## Eaux pluviales

Mise à jour : 2009

La gestion des eaux pluviales apparaît comme un enjeu majeur à l'échelle du bassin versant de l'étang de Thau. Les apports de temps de pluie à la lagune, mais aussi à l'ensemble des masses d'eau superficielles et souterraines sont sources de perturbations importantes pour les milieux, tant sur les aspects quantitatifs (lessivage des sols, ruissellements urbains, inondations...) que qualitatifs (apports de particules indésirables aux milieux aquatiques, débordements des réseaux, ...).

La maîtrise des eaux de pluie implique une réflexion à l'échelle globale du bassin versant. Il importe en premier lieu d'en comprendre les phénomènes et d'en évaluer les impacts en zone naturelle, agricole ou urbaine.

Les dispositions réglementaires et techniques doivent permettre de constituer un cadre cohérent pour maîtriser ces impacts, dans le respect des usages des milieux aquatiques récepteurs : fonctions biologiques, activités de pêche et de conchyliculture, baignade... Le SAGE permet de faire le point sur la gestion des eaux pluviales du bassin versant de l'étang de Thau et de fixer un cadre d'actions pour l'avenir.

### Le cycle des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont constituées des eaux météoriques après précipitation et ruissellement sur diverses surfaces : prés, forêts, surfaces agricoles, voiries, toitures, espaces publics, jardins... Elles participent au cycle de l'eau dans le milieu naturel et permettent le rechargement des nappes et aquifères, à l'alimentation des cours d'eau.

Lorsque l'on parle de « gestion des eaux pluviales », il s'agit bien souvent de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain, et de leur maîtrise quantitative et qualitative. Cependant, les eaux pluviales requièrent des statuts réglementaires ou juridiques distincts selon leurs modalités de gestion, ou encore suivant les parcours qu'elles suivent :

- infiltration dans les sols et alimentation des aquifères et des nappes ;
- ruissellement de surface et alimentation des cours d'eau, des fossés ;
- captage par les réseaux strictement destinés aux eaux pluviales (réseau séparatif) ;
- captage par les réseaux d'eau usées (réseau unitaire) ou captage « non maîtrisé » par les réseaux d'eaux usées strict (on parle alors d'eau de pluie parasite).

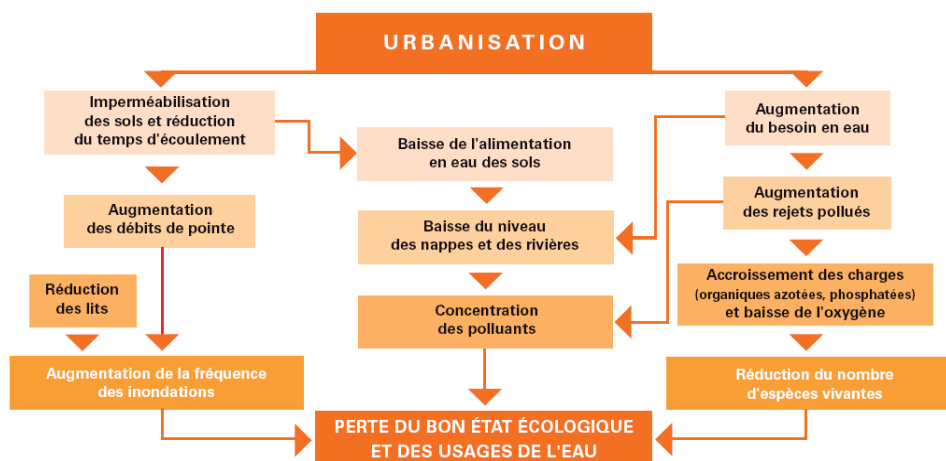
### La gestion des eaux pluviales : une codification complexe dans le droit français.

La gestion des eaux pluviales fait appelle à des cadres législatifs et réglementaires extrêmement divers selon leurs modalités d'écoulement, selon les modalités de maîtrise et selon la nature des terrains qu'elles traversent.

Notons en particulier :

- **le code civil**, impose aux propriétaires de fonds inférieurs une servitude vis-à-vis des propriétaires des fonds supérieurs ;
- **le code général des collectivités territoriales**, cadre la mise en œuvre des « zonages ruissellement » ;
- **le code de l'environnement** fixe les règles de gestion qualitative et quantitative des eaux pluviales dans le cadre des opérations soumises à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau ;
- **le code de la santé publique**, intervient dans le champ réglementaire de la réutilisation des eaux pluviales ;
- ou encore **le code de la voirie routière** fixe les normes des profils des routes et leurs système de drainage....

Conséquences de l'urbanisation et de l'imperméabilisation des sols sur la ressource en eau (Source : Grand Lyon).



## □ La gestion des eaux pluviales en zone naturelle ou agricole.

En zones naturelles et/ou agricoles, les eaux pluviales participent pleinement au cycle naturel de l'eau. Par temps de pluie, une part des eaux de pluie s'infiltrent dans le sol permettant ainsi une recharge des nappes et des aquifères, une autre part de ruissellement atteint les exutoires naturels tels que les fossés, les cours d'eau... avec pour exutoire la lagune.

Les problématiques de ces eaux de ruissellement naturelles sont de plusieurs natures :

**La première approche est d'ordre quantitatif.** Selon le volume des pluies et selon leur intensité, les ruissellements en zones naturelles ou agricoles constituent les principaux apports aux cours d'eau, pouvant générer en cas de débordement des inondations. La maîtrise de ces eaux de ruissellement est complexe, et dépend de nombreux facteurs hydrologiques, hydrauliques ... La maîtrise des eaux de ruissellement à l'échelle du bassin versant fait appel à des techniques diverses (rétentions à la parcelle, adaptation des techniques culturales à la pente, ouvrages hydrauliques de rétention, ...). Notons qu'une bonne gestion des fossés, des cours d'eau et de leurs abords constituent les premiers éléments de gestion des ruissellements en zone naturelle, permettant de limiter les risques d'inondation à l'aval et particulièrement impactant pour les zones urbanisées.

**La gestion des eaux pluviales agricoles pose d'autre part une problématique qualitative.** Les ruissellements sur parcelles agricoles provoquent l'entraînement des particules et leur transfert vers les milieux récepteurs que sont les cours d'eau, les zones humides et la lagune. Ces particules sont multiples : azote, phosphore, phytosanitaires et pesticides... Ce volet qualitatif relatif aux ruissellements agricoles est directement lié aux techniques culturales, aux conditions d'enrichissement des sols et aux conditions de traitement des cultures. La spécificité de ce volet est plus particulièrement abordée dans le cadre du groupe de travail relatif à l'agriculture et à ses impacts sur l'eau.

Enfin, notons que les ruissellements en zone naturelle ou agricole peuvent provoquer localement des phénomènes d'érosion et de transfert de matières solides, selon la nature des sols et l'intensité des pluies nécessaires à leur arrachement et à leur transport. L'impact de ces phénomènes d'érosion peut avoir plusieurs conséquences parmi lesquelles on peut relever :

- l'appauvrissement progressif des sols mis en culture ;

- le transfert des matériaux sableux, argileux et la mise en œuvre de mécanismes d'érosion-sédimentation pouvant à terme modifier les caractéristiques des milieux récepteurs (exemple des phénomènes de comblement de certaines zones humides, ou de la Crique de l'Angle...). A l'inverse, d'autres secteurs seront sensibles à l'érosion, provoquant progressivement une modification des profils des milieux aquatiques et des écosystèmes qui leurs sont liés ;

- l'apport de matériaux (terre, sables...) dans les réseaux (assainissement et réseaux pluviaux) dès lors que les ruissellements atteignent les zones urbanisées. Le bon fonctionnement de ces réseaux peut être très rapidement altéré par ces comblements, et leur gestion rendue d'autant plus difficile et coûteuse.

## □ La gestion des eaux pluviales en zone urbaine.

### Une approche technique du « tout réseau »...

La gestion des eaux pluviales en zone urbaine ou péri urbaine renvoie plus directement à une gestion « technique » de ces eaux : réseaux, ouvrages, entretien ... constituent un système complexe, fortement lié à l'assainissement des eaux usées.

A la différence des zones naturelles ou agricoles, les espaces urbanisés ne permettent qu'une infiltration très limitée voire nulle des eaux de pluie dans le sol. L'imperméabilisation des surfaces par l'urbanisation est donc un facteur d'accroissement des volumes ruisselés, ce qui rend leur maîtrise de plus en plus difficile.

En théorie, deux grands types de systèmes sont mis en place pour assurer la gestion des eaux pluviales urbaines :

- soit les eaux de pluies issues des toitures et des voiries sont raccordées au réseau d'assainissement dimensionné et adapté pour recevoir l'ensemble des eaux : on parle alors de réseau unitaire ;
- soit un réseau spécifique dédié à la collecte des eaux pluviales est mis en place « parallèlement » au réseau strictement dédié aux eaux usées : on parle alors de réseau séparatif.

Dans la réalité, et au gré de l'évolution historique des zones urbaines, ces deux principes coexistent bien souvent, se connectent parfois pour créer in fine un système complexe.

Sur le territoire du SAGE de Thau, on peut estimer que la partie « ancienne » des communes est plutôt en système unitaire. C'est le cas de Marseillan, Sète.... En revanche, les zones périphériques des centres anciens ou périurbaines sont plutôt en séparatif.

**De la compétence des communes...**

Les communes sont maîtres d'ouvrage des réseaux pluviaux qu'elles ont construits, ou qu'elles ont affectés à leur patrimoine. Elles ont obligation d'en assurer l'entretien et l'exploitation, dans le respect des règlements en vigueur. Il leur incombe également de fixer les modalités techniques des raccordements qu'elles autorisent sur le réseau pluvial (en cas de construction nouvelle par un tiers par exemple) en tenant compte des capacités techniques des ouvrages. Ces dispositions doivent être explicitées dans le règlement des documents d'urbanisme (PLU) et chaque nouveau raccordement doit faire l'objet, en principe d'une autorisation délivrée par la commune.

La législation actuelle ne crée aucune obligation réglementaire pour les communes en matière de « service public d'assainissement pluvial ». L'obligation des collectivités est semblable à celle des tiers en termes d'obligation de rétention et de traitement des surfaces imperméabilisées générant une modification des ruissellements. L'obligation porte aussi sur la gestion et le bon entretien des ouvrages, et le suivi des impacts sur l'environnement pour les ouvrages pluviaux soumis à l'auto-surveillance.

**D'un point de vue quantitatif**, l'assainissement pluvial répond avant tout à des règles de salubrité et de sécurité. Il permet l'évacuation des eaux de pluie, dans la limite de capacité des réseaux. Là encore, l'historique des réseaux a créé des situations diverses. On peut toutefois noter que les normes actuelles tendent vers une gestion différenciée des périodes de retour des événements pluvieux à prendre en compte pour le dimensionnement des ouvrages pluviaux en fonction des sites et des enjeux qu'ils représentent (en milieu agricole, urbain, périurbain...).

Les ouvrages d'assainissement pluviaux n'ont cependant pas vocation à recueillir les eaux des orages exceptionnels, et ne peuvent garantir une protection contre les inondations, au-delà de l'orage pour lequel ils sont dimensionnés (mensuel ? bimensuel ? annuel ?).

Les réseaux et ouvrages pluviaux apportent une réponse à la gestion des pluies les plus courantes. Au-delà du seuil des pluies décennales ou vingtenales, les ouvrages mis en place sont conçus et dimensionnés dans une logique de protection contre les inondations (cf chapitre : lutte contre les inondations »).

L'approche quantitative de la gestion des eaux pluviales fait donc appel à la connaissance des pluies sur un territoire donné : l'approche doit être dynamique. Une maîtrise quantitative des eaux de pluie doit pouvoir aussi énoncer clairement des objectifs de maîtrise : pour une pluie de retour X. Au

delà, d'autres stratégies de protection d'information ou de réglementation doivent être mises en place selon les enjeux du territoire.

**D'un point de vue qualitatif**, les eaux pluviales concentrent les pollutions accumulées sur les diverses surfaces de ruissellement :

- sur les espaces verts et jardin : débris végétaux, déjections d'animaux, engrais, pesticides, particules de terre ;
- sur les voiries parkings et trottoirs : hydrocarbures, dépôts d'échappement, produits d'usure des chaussées, résidus de travaux, poussières, déchets urbains, ...
- sur les toitures : feuilles, déjections d'oiseaux, poussières, particules de métaux, résidus des pollutions atmosphériques...

Le processus d'entraînement de ces polluants lors du ruissellement est plus ou moins important en fonction de divers paramètres : nature du polluant, intensité et durée de la pluie, pente du sol... Il est à noter que tous ces polluants ont un lien direct avec les matières en suspension (MES) qui leur servent de support.

Les réseaux pluviaux captent donc l'ensemble de ces matières, et les restituent au milieu naturel à leur exutoire. Autour du bassin de Thau et des cours d'eau qui se jettent dans la lagune, ce sont plusieurs centaines d'exutoires issus des voiries et des surfaces urbaines qui, en temps de pluie, contribuent au transfert de ces polluants dans le milieu naturel.

Le contexte du territoire de Thau et son exutoire qu'est la lagune, rend ce milieu et les usages qu'il implique (pêche, conchyliculture, baignade et nautisme...) particulièrement sensible à un type de pollution spécifique constitué par les micro-organismes (bactéries, virus) qui, dans des conditions de « survie » particulières, sont susceptibles d'atteindre les cultures marines par temps de pluie. Les estimations issues du programme de recherche Oméga Thau montrent que le ruissellement pluvial est l'une des sources de pollution microbiologique principale de temps de pluie.

*Rejet pluvial dans le milieu... des modes de faire à cadrer. (Source SMT)*



**Le contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées au milieu naturel.**

Il est important que le propriétaire des réseaux d'eaux pluviales connaisse la qualité des eaux pluviales rejetées dans le milieu aquatiques récepteurs pour ne pas être en infraction avec l'article L216-6 du code de l'environnement : " Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. Le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par l'article L.216-9. Ces mêmes peines et mesures sont applicables au fait de jeter ou abandonner des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires."

**Impact des eaux pluviales sur la gestion des réseaux et du service d'assainissement.**

L'interconnexion entre eaux pluviales et eaux usées pose aussi de nombreuses difficultés pour la gestion de l'assainissement, en terme technique mais aussi financiers.

Les « eaux de pluie parasites » sont constituées de l'ensemble des eaux de pluie interceptées par les réseaux d'assainissement. Si les réseaux unitaires sont dimensionnés pour recueillir une partie de ces eaux, les systèmes séparatifs devraient en principe être exempts de cette part d'eau. Les impacts générés par ces intrusions sont multiples :

- surcharge hydraulique des réseaux et augmentation du risque de déversement au milieu naturel ;
- surcharge des apports aux stations de traitement ; traitement dans les stations d'un effluent très dilué, avec des process qui ne peuvent être différents de ceux habituellement mis en œuvre ;
- surdimensionnement des capacités de traitement des stations ;

- impacts sur le coût des équipements (dimensionnement des réseaux et capacités de traitement des stations)
- impacts sur les coûts de fonctionnement (nécessiter de traiter les eaux de pluie qui arrivent dans les stations)

Il est à remarquer aussi que la collusion entre eaux usées et eaux pluviales pose un problème de compétence difficile à résoudre en système unitaire, lorsque les communes ont conservé leur compétence « eau pluviale » et qu'elles ont transféré leur compétence « assainissement » à un EPCI. La part du traitement des eaux pluviales dans les réseaux unitaires est assurée par le gestionnaire de l'assainissement, et le coût en est porté par le gestionnaire de l'assainissement.

La CABT et la Ville de Sète ont mis en place un système de récupération de ces coûts, compte tenu des volumes en jeu et de la structure majoritairement unitaire du réseau. La situation est plus floue pour les autres communes...

**□ Les outils de gestion des eaux pluviales sur le territoire de Thau.****Les schémas communaux d'assainissement pluvial.**

En 2008, seules 3 communes du bassin versant ont entamé une réflexion sur la gestion des eaux pluviales : Balaruc les Bains, Poussan et Sète. La commune de Marseillan a initié cette démarche en 2009.

Les documents produits ou en cours portent en fait sur des problématiques distinctes. Le schéma pluvial de Balaruc les Bains porte essentiellement sur une gestion quantitative des eaux pluviales, notamment dans la perspective de mieux prendre en compte cet aspect dans l'évolution urbaine de certains secteurs sensibles de la commune.

La démarche en cours sur la ville de Sète porte à la fois sur une gestion quantitative mais aussi qualitative. Une instrumentation des principaux exutoires, en phase initiale de la démarche a permis de quantifier les volumes et de caractériser les pollutions produites. Une modélisation générale du réseau en cours a permis de simuler différents scénarios et de mettre en place un programme d'action et de suivi adapté.

La réalisation d'un schéma de fonctionnement hydraulique du bassin versant a été identifié dans le Contrat Qualité de la lagune de Thau comme l'une des actions importante à mettre en œuvre au titre de l'objectif 1 : « atteindre une qualité optimale du milieu ». Le principe de ce schéma à l'échelle du bassin versant a été repris dans le cadre du

programme OMEGA Thau. Il comprend entre autre les étapes suivantes :

- la modélisation des sous bassins versants
- l'étude du fonctionnement des écoulements, comprenant collecte et charges de pollutions
- l'établissement d'un schéma directeur d'assainissement décrivant les travaux et aménagements à réaliser.

Ce travail a été défini par les partenaires du contrat de qualité comme un préalable à la définition d'études plus spécifiques à l'échelle des communes, telles que les schémas communaux d'assainissement pluvial.

#### Le « zonage pluvial ».

A ce jour, seule la commune de Sète a réalisé son « zonage pluvial ».

La maîtrise du ruissellement pluvial ainsi que la lutte contre la pollution apportée par ces eaux sont prises en compte dans le cadre du zonage pluvial à réaliser par les communes, comme le prévoit l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (ex article 35 de la loi sur l'eau de 1992).

Cet article oriente clairement vers une gestion des eaux pluviales à la source, en intervenant sur les mécanismes générateurs et aggravants des ruissellements, et tends à mettre un frein à la politique de collecte systématique des eaux pluviales. Il a également pour but de limiter et de maîtriser les coûts de l'assainissement pluvial collectif.

En pratique, le zonage d'assainissement pluvial doit limiter après enquête publique :

- les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ce type de document constitue un outil d'application territorialisé des principes issus du schéma pluvial pour atteindre une gestion maîtrisée des eaux pluviales, tant sur leur aspect quantitatif que qualitatif. Après enquête publique – qui peut être conjointe à celle du PLU – ce document devient opposable au tiers ce qui lui confère un caractère réglementaire utilisable dans l'instruction des autorisations d'urbanisme.

#### Exploitation, gestion des réseaux pluviaux et coût financiers.

En matière de d'exploitation et de gestion des réseaux, le groupe de travail n'a pas de réponse explicite de la part des communes. Cependant, et de l'avis du groupe de travail, il est indéniable que la gestion du pluvial sur les communes du bassin versant a été jusqu'à présent sous estimée et peu suivie.

En termes de diagnostic (état des réseaux pluviaux, fonctionnements, entretien, comblement par les sédiments, impacts qualitatifs...), peu d'informations ont été communiquées par les communes.

Le groupe de travail a suggéré de poursuivre cette réflexion par la mise en place d'une enquête auprès de communes, permettant d'approfondir l'état des lieux à l'échelle globale du bassin versant.

En termes de coûts de fonctionnement et d'investissements, peu d'informations ont été recueillies auprès des communes. Là encore, le groupe de travail préconise d'approfondir ces investigations auprès des communes.

Il convient de souligner que la gestion des eaux pluviales et l'importance de leur volume entraînent des coûts très importants pour les budgets communaux. Parallèlement, l'absence de contribution directe des propriétaires de parcelles d'où proviennent ces déversements d'eaux de ruissellement conduit ces derniers à privilégier l'évacuation la plus rapide possible de ces eaux vers les égouts communaux sans faire d'effort de stockage ou de restitution de ces eaux au milieu naturel.

#### La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (2006) : des moyens pour l'exercice d'une compétence « eaux pluviales ».

La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 (article 48) a introduit la possibilité pour les communes ou les EPCI dotés de la compétence « eaux pluviales », d'instaurer une taxe pour la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales afin de financer la création, l'entretien, le renouvellement et l'extension des installations.

L'assiette de la taxe est basée sur la superficie des immeubles raccordés, avec une exonération pour les immeubles dont la superficie est inférieure à une surface minimale ne devant pas dépasser 600 m<sup>2</sup>. Le taux de la taxe annuelle ne peut être supérieur à 0,2 €/m<sup>2</sup>.

**□ Réutilisation des eaux pluviales****Evolutions réglementaire récentes.**

Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPPF) avait émis un avis concernant les doubles réseaux (eau de pluie / eau potable) et les risques de « repiquage » du réseau d'eau potable par des personnes non informées de l'existence d'un réseau pluvial. L'utilisation de l'eau pluviale (à l'intérieur de la maison) pour les toilettes ou le lavage du linge était donc interdite France (règlement sanitaire départemental..).

L'Arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, autorise sous certaines conditions :

- la récupération des eaux de pluie ;
- Certains usages (professionnels et/ou industriels, WC, arrosage des gazons), à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'eau de pluie reste interdite pour les usages nécessitant une eau « destinée à la consommation humaine » Pour des raisons d'hygiène et de précaution, la réutilisation reste interdite dans les établissements de santé et les établissements, sociaux et médico-sociaux, d'hébergement de personnes âgées; les cabinets médicaux, les cabinets dentaires, les laboratoires d'analyses de biologie médicale et les établissements de transfusion sanguine; les crèches, les écoles maternelles et élémentaires.

**Aides financières pour les aménagements destinés à la réutilisation des eaux pluviales.**

Par ailleurs, un crédit d'impôts est institué au profit des particuliers pour des travaux de récupération et de traitement des eaux pluviales payés entre le 01/01/07 et le 31/12/2009. Le taux de crédit est de 25%, avec un plafond de dépenses fixé à 8 000 € (16 000 € dans certains cas). Un arrêté précise la liste des équipements ouvrant droits au crédit d'impôts et précise les conditions d'usage de l'eau de pluie dans l'habitat et les conditions d'installation, d'entretien et de surveillance des équipements.

Aucun éléments ne permet aujourd'hui de d'évaluer les pratiques et installations réalisées sur le territoire. L'arrêté du 21 Août 2008 rend obligatoire la déclaration en mairie des installations de récupération des eaux pluviales. Un bilan pourrait à terme mesurer la mise en œuvre de ce dispositif.

**□ Les pistes de réflexion pour le SAGE ...****□ Améliorer la connaissance des impacts des eaux pluviales sur la qualité des milieux aquatiques.****Une modélisation des apports : Oméga Thau.**

Le programme de recherche et développement Oméga Thau permettra de disposer fin 2009 d'un bilan des apports à la lagune par temps de pluie. L'assainissement pluvial a été particulièrement observé et les différents types d'apports mesurés pendant plus de 18 mois. Une modélisation de ces apports permettra de définir des flux maximum admissibles par sous bassin versant, et de proposer un programme de travaux adapté à divers niveaux de sensibilité.

**□ Limiter les impacts qualitatifs et quantitatifs des eaux pluviales sur les milieux aquatiques.****Différencier les zones de « production ».**

Selon les zones agricoles, naturelles, urbaines ou périurbaines, des modes de gestions différenciés doivent permettre de maîtriser les impacts des eaux pluviales, en ciblant les principales sources de pollutions ou les principaux dispositifs de limitation des apports.

**Adapter les normes...**

Quelles normes appliquer pour les opérations d'aménagement entrant dans le régime de déclaration ou d'autorisation ? Le SAGE peut-il fixer des normes de rejet (qualitatives et quantitatives) adaptées à la sensibilité des zones ?

**Contrôler l'entretien des installations.**

Les ouvrages de décantations, bassins de rétention, les séparateurs d'hydrocarbures ou autres dispositifs de dépollution des eaux pluviales ne sont efficaces que si leur entretien est régulier... Le SAGE peut il inciter à plus de contrôle de ces ouvrages, qu'ils soient de maîtrise d'ouvrage publique ou privée ?

**Développer sur le territoire les outils réglementaires.**

Peu de communes sur le bassin versant ont mis en place un schéma pluvial d'assainissement ou un zonage des eaux pluviales. Le SAGE peut être l'outil incitatif pour développer à l'ensemble des communes du bassin versant ces démarches, en proposant un cadre réglementaire et technique cohérent.

## □ Développer des techniques de gestion des eaux pluviales alternatives au « tout réseau ».

### Des techniques alternatives...

Aujourd'hui, de nombreuses communes et collectivités préconisent des modes de gestion alternatifs pour une gestion environnementale des eaux pluviales : chaussées drainantes, noues, fossés enherbés, espaces publics dédiés au stockage des eaux de temps de pluie... l'ensemble de ces techniques forme une alternative aux approches très techniques des réseaux pluviaux « classiques » tout en présentant des gains environnementaux et financiers non négligeables...

### Réutilisation des eaux pluviales.

La législation permet dorénavant d'élargir le cadre réglementaire en matière de réutilisation des eaux pluviales. Le SAGE peut impulser une politique volontariste, relayée par les outils contractuels (Contrat Qualité) pour inciter de tels dispositifs dans les aménagements publics : espaces verts, équipements...

## □ Limiter les impacts des eaux de pluie sur la gestion des réseaux d'assainissement.

- diagnostic de fonctionnement des réseaux
- limiter les entrées d'eaux parasites et d'eau de pluie dans les réseaux
- gestion dynamique des réseaux en temps de pluie
- ...



Exemple de développement de techniques alternatives au « tout réseau » pour l'assainissement pluvial des voiries  
(source : Grand Lyon)

## □ Mettre en œuvre une stratégie « eaux pluviales » ambitieuse à l'échelle du bassin versant.

### Une évaluation technique et financière.

Aujourd'hui, peu d'éléments sont disponibles sur l'état des réseaux pluviaux et leurs modes de gestion, le coût de leur entretien, les investissements nécessaires... L'étude de programmation d'Oméga Thau permettra d'être plus précis sur ces aspects.

Le patrimoine d'ouvrage est-il bien connu ?

Les maîtres d'ouvrages publics et privés (exemple : ASF, SNCF, certains lotissements ?) sont-ils bien identifiés ?

Que coûte aujourd'hui la gestion du pluvial pour les communes ? A l'échelle du bassin versant ?

Quels sont les investissements nécessaires et selon quelles priorités ?

### Une question de fond sur la compétence « eaux pluviales »

Une question de fond sur l'exercice de la compétence « eaux pluviales » peut être débattue au sein de la Commission Locale de l'Eau, des communes et des intercommunalités.

Rappelons aussi le cadre législatif qu'ouvre la loi sur l'eau de 2007 sur la taxe « eaux pluviales » et sur les possibilités de recette des collectivités qui décident de mettre en place un tel service.

## □ Mettre en place des plans de gestion des ouvrages d'assainissement pluviaux avec les gestionnaires d'infrastructures routières : Conseil Général, ASF, communes...

Nombre d'infrastructures routières sur le territoire de Thau sont équipées d'ouvrages de décantation, avant rejet au milieu naturel. Or, le constat montre que ces ouvrages ne sont que rarement entretenus par leurs propriétaires.

- Un plan de gestion par infrastructure pourrait être préconisé par le SAGE et rendu obligatoire ;
- Intégrer dès la conception des projets, la gestion des eaux pluviales
- Identifier sur le territoire les zones sensibles (captages, affleurements de nappes, traversées de ruisseaux, proximité de la lagune...) ou des aménagements particuliers doivent être mis en place,
- Intégrer le risque « accident » dans la conception des projets de voirie, et prendre en compte l'impact sur les milieux aquatiques.

**Lois et règlements de référence.****Droits et devoirs des propriétaires fonciers**

Le régime juridique des eaux pluviales est fixé pour l'essentiel par les articles 640, 641 et 681 du code civil, qui définissent les droits et devoirs des propriétaires fonciers à l'égard des eaux pluviales. Ainsi, le code civil impose aux propriétaires inférieurs une servitude vis-à-vis des propriétaires supérieurs. Les propriétaires inférieurs doivent accepter l'écoulement naturel des eaux pluviales sur leur fond. Cette obligation disparaît dès lors que l'écoulement naturel est modifié.

**Dispositions du code de l'environnement : régime d'autorisation et de déclaration.**

La loi sur l'eau de 1992 a défini la nomenclature des installations et ouvrages soumis à autorisation ou déclaration. Elle figure dans le Code de l'Environnement aux articles R 214-1 et suivants. En particulier, la rubrique 2.1.5.0 concerne les rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles, sur le sol ou dans le sous sol. Si la surface totale du projet (surface de la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés comprise) est supérieure ou égale à 20 ha, il est soumis à autorisation. Si la surface est supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha, le projet est soumis à déclaration.

**Les obligations des communes en matière de collecte et de traitement des eaux pluviales**

Contrairement aux dispositions applicables en matière d'eaux usées (cf. article L. 1331-1 du code de la santé publique), il n'existe pas d'obligation générale pour les collectivités en matière de gestion des eaux pluviales. Le raccordement peut cependant être imposé par le règlement du service d'assainissement ou par des documents d'urbanisme. Ainsi, le (PLU) peut contenir des dispositions précisant « les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement » (art. R. 123-9 4° du code de l'urbanisme).

**Le zonage pour la maîtrise des débits, des écoulements et le traitement des eaux pluviales**

Issu de la loi sur l'eau de 1992, l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales précise que : "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

**Le contrôle des réseaux d'eaux pluviales et des branchements sur le réseau d'eaux pluviales**

En tant que propriétaire des réseaux d'eaux pluviales, les communes ou collectivités sont tenues de contrôler les rejets tant au plan quantitatif que qualitatif. Les réseaux d'eaux pluviales sont conçus pour collecter et transporter des volumes d'eau, ce volume d'eau étant fondé sur une période retour pluvial et sur la capacité du milieu aquatique récepteur d'absorber plus ou moins vite ces rejets. Il en résulte deux exigences :

- le propriétaire d'un réseau d'eaux pluviales doit connaître la capacité maximale de collecte et de transport de son ouvrage ;
- il doit connaître et autoriser les nouveaux raccordements à son ouvrage, et ce afin d'éviter toute mise en charge du réseau pouvant entraîner des inondations à l'aval du rejet.

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le maire doit prendre des mesures destinées à prévenir les inondations ou à lutter contre la pollution qui pourrait être causée par les eaux pluviales.

Par ailleurs, les eaux collectées par les réseaux pluviaux pouvant être à l'origine de sérieuses pollutions du milieu naturel, les rejets importants d'eaux pluviales sont soumis à un régime d'autorisation ou de déclaration. Ceci concerne notamment les déversoirs d'orage situés sur un réseau unitaire ainsi que les rejets d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration (cf. décret modifié n° 93-742 du 29 mars 1993).

### Les eaux pluviales sur le domaine public routier

*Pour la gestion des eaux pluviales et leur ruissellement sur le domaine public routier et selon l'article R141-2 du code de la voirie routière, la commune a une responsabilité. Ainsi : "les profils en long et en travers des voies communales doivent être établis de manière à permettre les écoulements des eaux pluviales et l'assainissement des plateformes".*

### Les prérogatives du maire et de la police municipale

*Selon les articles L2542-10 et L2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est investi des pouvoirs de police visant à prévenir et à faire cesser les pollutions de toute nature, ainsi que les inondations. La police relative à la gestion des eaux pluviales fait donc partie de ses prérogatives.*

### Réutilisation des eaux pluviales

*L'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, autorise, sous certaines conditions :*

- *la récupération des eaux de pluie ;*
- *certains usages (professionnels et/ou industriels, WC, arrosage des gazons.), à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.*

*L'eau de pluie reste interdite pour les usages nécessitant une eau « destinée à la consommation humaine » Pour des raisons d'hygiène et de précaution, la réutilisation reste interdite dans les établissements de santé et les établissements, sociaux et médico-sociaux, d'hébergement de personnes âgées; les cabinets médicaux, les cabinets dentaires, les laboratoires d'analyses de biologie médicale et les établissements de transfusion sanguine; les crèches, les écoles maternelles et élémentaires.*

*Un crédit d'impôts est institué au profit des particuliers pour des travaux de récupération et de traitement des eaux pluviales payés entre le 01/01/07 et le 31/12/2009. Le taux de crédit est de 25%, avec un plafond de dépenses fixé à 8 000 € (16 000 € dans certains cas). Un arrêté précise la liste des équipements ouvrant droits au crédit d'impôts et précise les conditions d'usage de l'eau de pluie dans l'habitat et les conditions d'installation, d'entretien et de surveillance des équipements.*

